



INSTITUT
DE LA STATISTIQUE
DU QUÉBEC

www.stat.gouv.qc.ca

Bulletin

FLASH

Investissements privés et publics

Québec et ses régions, perspectives 2013

Au Québec, selon les intentions 2013, l'investissement augmente de 0,5 % pour s'élever à 71,4 G\$. Cette croissance se répercute dans 10 des 17 régions administratives, avec en tête de file les régions de la Capitale-Nationale et des Laurentides (+ 10,4 %) et le Nord-du-Québec (+ 10,0 %). À l'opposé, trois régions enregistrent des diminutions marquées en 2013, soit la Côte-Nord (– 19,2 %), la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (– 16,9 %) et le Saguenay-Lac-Saint-Jean (– 9,9 %). Les autres régions oscillent pour leurs parts entre 4,4 % (Laval) et – 2,4 % (Montréal).

Plus de 6 milliards d'investissement privé non résidentiel à Montréal en 2012 et 2013

L'investissement privé non résidentiel, en diminution de 2,9 % à l'échelle québécoise, est en croissance dans huit régions administratives, la Capitale-Nationale en tête (+ 22,9 %), suivie par la Mauricie (+ 17,9 %) et les Laurentides (+ 17,0 %). Malgré une diminution de 5,7 % par rapport à 2012, Montréal se situe au-delà du cap de 6,0 G\$ pour une deuxième année consécutive en 2013, niveau atteint pour la dernière fois en 2002. La Montérégie, deuxième région en importance, est pour sa part en croissance de 5,4 % en 2013 pour atteindre 3,7 G\$.

Avec une croissance de 5,7 % au Québec, la composante publique de l'investissement est la seule composante responsable de la croissance enregistrée dans la province en 2013. Cette croissance se répercute dans 10 des 17 régions administrati-

ves, les régions de Montréal (6,3 G\$, en croissance de 11,7 %) et de la Capitale-Nationale (2,9 G\$, + 14,1 %) atteignant toutes deux de nouveaux sommets historiques.

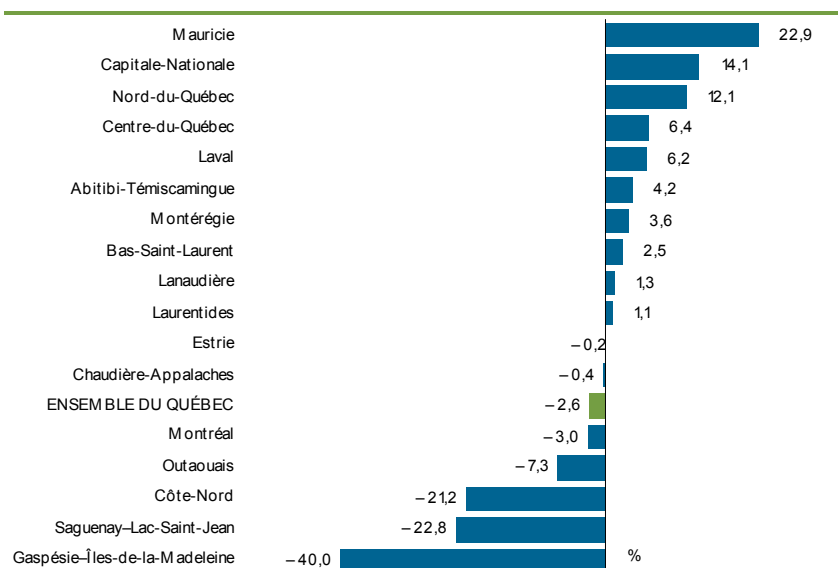
Fort repli du secteur minier dans la Côte-Nord

Les industries productrices de biens, responsables de 24,9 % de l'investissement au Québec, se replient de 2,6 %, suivant trois années de croissance rapide. À l'échelle régionale, la région de la Mauricie croît de 22,9 %, propulsée par la hausse de l'investissement dans les secteurs des services publics (+ 26,8 %) et de la fabrication (+ 16,5 %). La région

de la Capitale-Nationale arrive au deuxième rang, la croissance de 14,1 % étant attribuable à une augmentation substantielle (+ 21,0 %) de l'investissement dans le secteur des services publics. Le Nord-du-Québec est pour sa part en croissance de 12,1 %, directement liée à la croissance soutenue depuis 2010 des investissements miniers.

La situation est différente dans la région de la Côte-Nord, où la baisse prononcée de l'investissement minier en 2013 (– 53,4 %) fait diminuer l'investissement des industries productrices de biens de 21,2 %. Cette diminution est atténuée par la vigueur des investissements dans les servi-

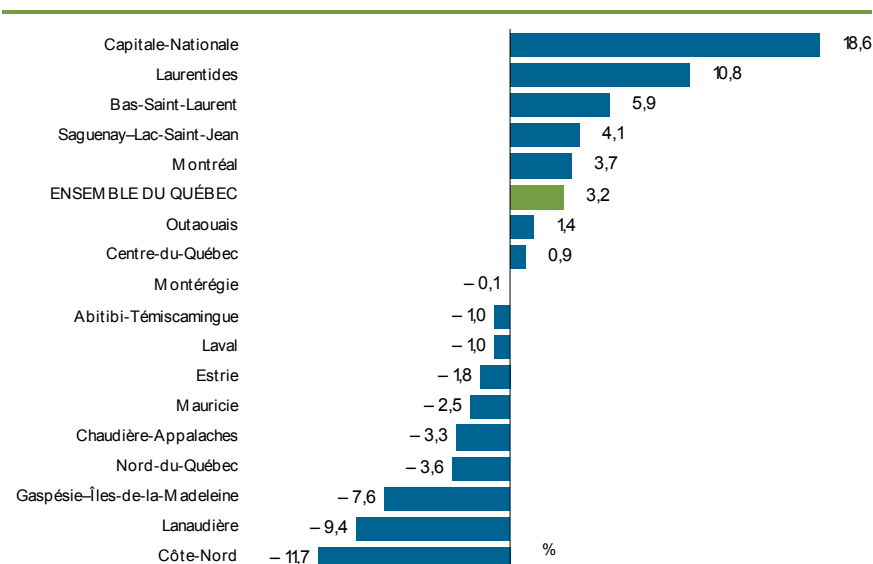
Figure 1
Variation annuelle de l'investissement des industries productrices de biens selon les régions administratives, perspectives 2013



Source : Statistique Canada, *Enquête sur les dépenses en immobilisation*, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Figure 2

Variation annuelle de l'investissement des industries productrices de services selon les régions administratives, perspectives 2013



Source : Statistique Canada, *Enquête sur les dépenses en immobilisation*, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

ces publics, en croissance soutenue depuis 2008 (2013 : 1,7 G\$). L'investissement dans la production de biens est également en forte décroissance dans les régions de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (-40,0 %) et du Saguenay-Lac-Saint-Jean (-22,8 %).

Production de services : croissance généralisée pour la Capitale-Nationale

L'investissement des industries productrices de services est en croissance de 3,2 % au Québec en 2013, pour atteindre 30,1 G\$. La région de la Capitale-Nationale domine pour ce qui est de la croissance annuelle (+18,6 %). Seuls les services d'enseignement sont en baisse en 2013 parmi les industries productrices de services dans la région, la majorité des secteurs enregistrant des croissances de plus de 10 %. Viennent ensuite les Laurentides, avec une croissance de 10,8 % (portée à la hausse en partie par les secteurs de la finance, des assurances et des services immobiliers : +50,6 %) et le Bas-Saint-Laurent (+5,9 %). Les régions pour lesquelles on observe les diminutions les plus prononcées pour ce qui est de la variation annuelle sont la Côte-Nord et Lanaudière.

Les investissements résidentiels, en baisse de 0,4 % au Québec en 2013, sont en baisse dans 11 des 17 régions administratives. La baisse la plus prononcée se situe dans la région de Montréal (-17,4 %), quoique le niveau attendu en 2013 soit relativement élevé vu d'une perspective historique. Des régions qui lui sont

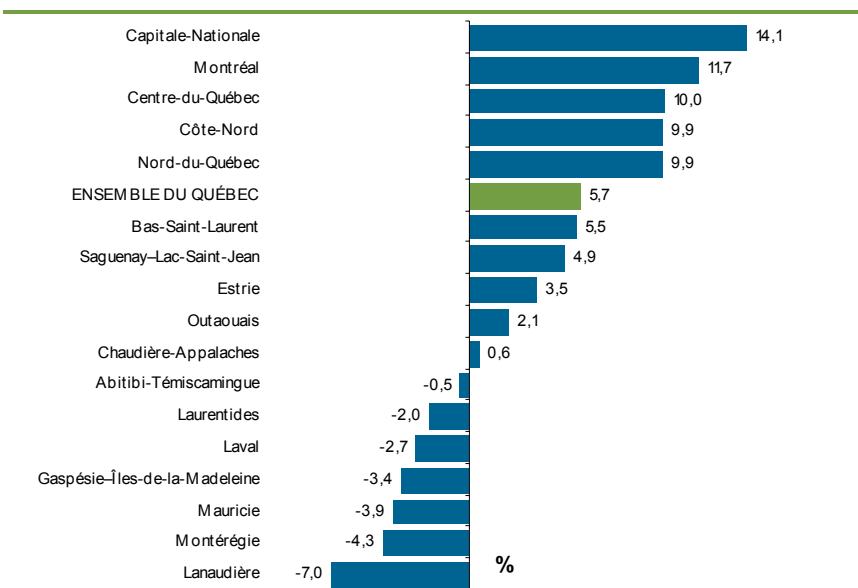
limitrophes enregistrent les plus fortes croissances annuelles (les Laurentides, Lanaudière et Laval).

Près des deux tiers des investissements publics en santé dans la région de Montréal

Les investissements des administrations publiques, qui diminuent de 0,8 % en 2013 au Québec, sont en baisse dans presque toutes les régions, à l'exception de la Capitale-Nationale, de Montréal et de l'Estrie, régions où les investissements des administrations publiques locales sont en forte croissance. Les investissements dans le réseau public de santé, fortement concentrés à Montréal ces dernières années, sont en progression de 6,4 % à l'échelle provinciale et atteignent 1,7 G\$ à Montréal, soit près des deux tiers du total québécois. Les investissements dans les réseaux d'éducation publique décroissent pour leur part de 7,4 %, baisse généralisée pour l'ensemble des régions. Les entreprises publiques, principales sources de la croissance annuelle de l'investissement public au Québec, sont en croissance dans toutes les régions du Québec.

Figure 3

Variation annuelle de l'investissement public selon les régions administratives, perspectives 2013



Source : Statistique Canada, *Enquête sur les dépenses en immobilisation*, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Contribution à la croissance des régions administratives

L'analyse de la contribution à la croissance de chaque région administrative à la croissance québécoise permet de mesurer l'apport de chaque région administrative à l'aide de points de pourcentage additifs. Cette méthode permet de relativiser le taux de croissance d'une région en fonction de son poids dans l'investissement au Québec.

En 2013, la région ayant le plus contribué à la croissance au Québec est la région de la Capitale-Nationale (0,998 point de pourcentage), près du double de la moyenne québécoise. N'eut été du fort repli dans la région de la Côte-Nord (– 1,168 point de pourcentage), la croissance au Québec aurait été plus forte en 2013.

Depuis la récession de 2009, dernière année où la croissance de l'investissement a été négative au Québec, les régions de Montréal (+ 1,592 point de pourcentage) et de la Côte-Nord (+ 0,701) ont été les régions ayant le plus contribué positivement en moyenne à la croissance québécoise, expliquée par les années exceptionnelles de 2011 et 2012 dans ces régions. La baisse en 2013 fait suite, dans les deux cas, à l'atteinte de sommets historiques en 2012.

Sur cette période de quatre ans, aucune région n'a globalement contribué négativement. Ce constat signifie donc que malgré des variations annuelles négatives parfois fortes, surtout dans des régions ayant un poids relativement faible pour ce qui est de l'investissement au Québec, chacune des régions a contribué positivement en moyenne ces quatre dernières années.

Tableau 1

Contribution en pourcentage à la variation de l'investissement total par région administrative, Québec, 2009-2013

	2009	2010	2011	2012	2013	Moyenne 2010-2013
	points de pourcentage					
Bas-Saint-Laurent	0,003	0,041	0,039	0,423	0,078	0,145
Saguenay-Lac-Saint-Jean	– 0,244	0,507	1,015	– 0,525	– 0,326	0,168
Capitale-Nationale	1,623	– 0,164	– 0,968	0,509	0,998	0,094
Mauricie	– 0,231	0,165	– 0,394	0,322	0,080	0,043
Estrie	– 0,142	0,623	– 0,209	0,306	– 0,029	0,173
Montréal	– 0,141	– 0,568	4,212	3,274	– 0,548	1,592
Outaouais	– 0,598	0,941	– 0,440	0,475	0,001	0,244
Abitibi-Témiscamingue	0,775	0,960	– 0,564	0,064	– 0,008	0,113
Côte-Nord	0,776	0,756	1,177	2,041	– 1,168	0,701
Nord-du-Québec	– 0,716	0,471	– 0,113	0,291	0,368	0,254
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	– 0,173	0,536	0,178	– 0,401	– 0,187	0,032
Chaudière-Appalaches	– 0,352	0,490	0,554	0,535	– 0,111	0,367
Laval	– 1,351	0,413	– 0,749	0,927	0,186	0,195
Lanaudière	– 0,550	0,329	0,498	0,161	0,125	0,278
Laurentides	– 0,647	0,613	– 0,731	0,193	0,603	0,169
Montréal	– 0,446	0,625	– 0,999	1,546	0,395	0,392
Centre-du-Québec	0,316	0,464	– 0,363	0,096	0,059	0,064
Ensemble du Québec	– 2,096	7,203	2,144	10,236	0,514	5,024

Source : Statistique Canada, *Enquête sur les dépenses en immobilisation*, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

2009-2011 :
Données réelles
2012 :
Données réelles
provisoires
2013 : Perspectives

**Abbréviations et signes
conventionnels :**
\$ En dollars
G En milliards
M En millions
k En milliers
% Pourcentage

Note : En raison de l'arrondissement des données, le total ne correspond pas nécessairement à la somme des parties.

Ce bulletin est réalisé par la **Direction des statistiques économiques et du développement durable**.

Ont collaboré à la réalisation :
Virginie Lachance, mise en page
Direction des statistiques économiques
et du développement durable
Esther Frève, révision linguistique
Direction des communications

Pour plus de renseignements :
Jean-François Fortin
Direction des statistiques économiques
et du développement durable
Institut de la statistique du Québec
200, chemin Sainte-Foy, 3^e étage
Québec (Québec) G1R 5T4

La version PDF de ce bulletin
est diffusée sur le site Web de
l'Institut, à l'adresse suivante :
www.stat.gouv.qc.ca

Téléphone : 418 691-2411 poste 3175
Courriel : jean-francois.fortin@stat.gouv.qc.ca

Dépôt légal
Bibliothèque et Archives Canada
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
2^e trimestre 2013

ISSN 1715-6645 (en ligne)

© Gouvernement du Québec,
Institut de la statistique du Québec, 2003

Toute reproduction autre qu'à des fins de consultation
personnelle est interdite sans l'autorisation du
gouvernement du Québec.
www.stat.gouv.qc.ca/droits_auteur.htm

Tableau 2

Dépenses en immobilisation des régions administratives, par industrie et par secteur, Québec, perspectives 2013

Région administrative	Unité	Industrie productrice de...			Total	Secteur	
		Biens	Services	Logement		Privé non résidentiel	Public
Bas-Saint-Laurent	k\$	522 463	780 615	443 075	1 746 153	508 512	794 566
	Part relative (%)	29,9	44,7	25,4	100,0	29,1	45,5
	Variation 2013/2012 (%)	2,5	5,9	- 0,2	3,3	3,1	5,5
Saguenay– Lac-Saint-Jean	k\$	633 647	777 536	706 882	2 118 065	885 120	526 063
	Part relative (%)	29,9	36,7	33,4	100,0	41,8	24,8
	Variation 2013/2012 (%)	- 22,8	4,1	- 9,7	- 9,9	- 17,0	4,9
Capitale-Nationale	k\$	878 688	4 202 294	2 430 764	7 511 746	2 221 780	2 859 202
	Part relative (%)	11,7	55,9	32,4	100,0	29,6	38,1
	Variation 2013/2012 (%)	14,1	18,6	- 2,4	10,4	22,9	14,1
Mauricie	k\$	417 337	691 716	733 671	1 842 725	545 279	563 774
	Part relative (%)	22,6	37,5	39,8	100,0	29,6	30,6
	Variation 2013/2012 (%)	22,9	- 2,5	- 0,4	3,2	17,9	- 3,9
Estrie	k\$	489 011	856 776	936 947	2 282 735	810 814	534 973
	Part relative (%)	21,4	37,5	41,0	100,0	35,5	23,4
	Variation 2013/2012 (%)	- 0,2	- 1,8	- 0,4	- 0,9	- 4,1	3,5
Montréal	k\$	2 559 582	10 111 541	3 184 746	15 855 869	6 351 739	6 319 384
	Part relative (%)	16,1	63,8	20,1	100,0	40,1	39,9
	Variation 2013/2012 (%)	- 3,0	3,7	- 17,4	- 2,4	- 5,7	11,7
Outaouais	k\$	407 161	1 429 008	1 192 699	3 028 868	857 242	978 927
	Part relative (%)	13,4	47,2	39,4	100,0	28,3	32,3
	Variation 2013/2012 (%)	- 7,3	1,4	1,1	0,0	- 3,6	2,1
Abitibi- Témiscamingue	k\$	1 279 815	448 296	336 266	2 064 377	1 366 318	361 793
	Part relative (%)	62,0	21,7	16,3	100,0	66,2	17,5
	Variation 2013/2012 (%)	4,2	- 1,0	- 13,5	- 0,3	3,7	- 0,5
Côte-Nord	k\$	2 700 739	600 873	184 928	3 486 540	1 281 128	2 020 484
	Part relative (%)	77,5	17,2	5,3	100,0	36,7	58,0
	Variation 2013/2012 (%)	- 21,2	- 11,7	- 12,3	- 19,2	- 43,5	9,9
Nord-du-Québec	k\$	2 554 362	299 605	32 371	2 886 339	1 838 762	1 015 205
	Part relative (%)	88,5	10,4	1,1	100,0	63,7	35,2
	Variation 2013/2012 (%)	12,1	- 3,6	- 11,4	10,0	10,5	9,9
Gaspésie– Îles-de-la-Madeleine	k\$	172 899	316 637	165 193	654 730	156 271	333 265
	Part relative (%)	26,4	48,4	25,2	100,0	23,9	50,9
	Variation 2013/2012 (%)	- 40,0	- 7,6	5,3	- 16,9	- 45,3	- 3,4
Chaudière- Appalaches	k\$	1 117 056	1 193 585	1 116 354	3 426 995	1 446 329	864 312
	Part relative (%)	32,6	34,8	32,6	100,0	42,2	25,2
	Variation 2013/2012 (%)	- 0,4	- 3,3	- 2,9	- 2,2	- 3,4	0,6
Laval	k\$	358 680	1 135 285	1 659 891	3 153 856	884 426	609 540
	Part relative (%)	11,4	36,0	52,6	100,0	28,0	19,3
	Variation 2013/2012 (%)	6,2	- 1,0	8,0	4,4	3,1	- 2,7
Lanaudière	k\$	435 538	1 089 015	1 935 717	3 460 270	936 838	587 715
	Part relative (%)	12,6	31,5	55,9	100,0	27,1	17,0
	Variation 2013/2012 (%)	1,3	- 9,4	11,2	2,6	- 6,3	- 7,0
Laurentides	k\$	516 832	1 350 415	2 695 594	4 562 840	1 056 377	810 870
	Part relative (%)	11,3	29,6	59,1	100,0	23,2	17,8
	Variation 2013/2012 (%)	1,1	10,8	12,1	10,4	17,0	- 2,0
Montréal	k\$	2 101 349	4 233 333	5 200 154	11 534 836	3 675 552	2 659 130
	Part relative (%)	18,2	36,7	45,1	100,0	31,9	23,1
	Variation 2013/2012 (%)	3,6	- 0,1	4,2	2,5	5,4	- 4,3
Centre-du-Québec	k\$	642 340	534 570	619 448	1 796 359	661 216	515 695
	Part relative (%)	35,8	29,8	34,5	100,0	36,8	28,7
	Variation 2013/2012 (%)	6,4	0,9	- 0,2	2,4	- 0,5	10,0
Ensemble du Québec	k\$	17 787 800	30 050 500	23 574 700	71 413 000	25 483 118	22 355 182
	Part relative (%)	24,9	42,1	33,0	100,0	35,7	31,3
	Variation 2013/2012 (%)	- 2,6	3,2	- 0,4	0,5	- 2,9	5,7

Source : Statistique Canada, *Enquête sur les dépenses en immobilisation*, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.